Dette de la France : l’étau se resserre, la BCE nous abandonne aux marchés…

écrit par Christine Tasin | 7 février 2023

Nous sommes nombreux en ce pays à nous appeler Cassandre, habitués à prévoir l’avenir sans jamais être crus.

Nous tirons la sonnette d’alarme devant les milliards jetés par les fenêtres par Macron, milliards qu’il emprunte par centaines depuis 5 ans. Et ne parlons pas des pluies d’or qu’il a fait couler pendant le covid, sur Pfizer, sur Mc

Kinsey, sur l'Ukraine, sur les migrants et les associations immigrationnistes, pour l'islam et l'immigration quand ce n'est pas pour nos ennemis mortels, l'Algérie.

Et tout cela sans se poser de question. Ben puisque la BCE rachetait les yeux fermés toutes les obligations d'Etat, emprunter ne coûtait pas bien cher…

Sauf que, la dite BCE au moment où le bruit des bottes se fait de plus en plus proche, a décidé d'arrêter son cinéma. **Dorénavant nous devrons emprunter… sur les marchés financiers**. Nous et tous les autres pays de l'UE.

Il va donc falloir rassurer nos créanciers sur notre capacité à éviter une hausse incontrôlée de la dette publique. Le temps est venu de nous renvoyer au XIXème siècle, d'abolir de fait les lois de 1936 et toutes celles qui, depuis, ont amélioré le sort des travailleurs.

Ils vont exiger que soit stabilisée notre endettement, sauf à ce que les obligations du Trésor soient attaquées sur les marchés financiers, ce qui conduirait à une hausse insupportables des taux d'intérêt, entre autres…. La BCE a certes les moyens d'intervenir, mais elle ne le fait que si le pays prend des mesures pour redresser les comptes publics. Cela s'appelle la mise sous tutelle.

Cela ne vous rappelle rien ? La Grèce, à partir de 2008 et sa crise de la dette publique. C'est nous demain dès l'aube. Obligée de baisser le niveau des retraites, des salaires. Obligée de vendre les bijoux de famille, le Pirée, des îles, des trésors archéologique, mise sous tutelle du FMI, de l'OMS j'en passe et des meilleures… L'horreur. **Et évidemment plus aucun droit de faire la loi chez elle**, contre la Turquie qui occupe son territoire terrestre et marin, aucun droit de refuser le flux incessant de migrants que lui envoie Erdogan…

Rappelez-vous 2015, l'abominable trahison de Tsipras qui organise un referendum gagné par les Grecs qui disent non majoritairement au plan proposé par les créanciers. Quelques jours plus tard le même Tsipras les trahit en négociant avec la troïka (BCE, Commission européenne et FMI) et les financiers, réduisant les Grecs et la Grèce à quia, à verser des larmes de sang. On a vécu le même genre de trahison avec Sarkozy, les députés et sénateurs qui ont ratifié en 2008 le Traité de Lisbonne refusé par les Français en 2005...

Gouverner c'est prévoir diront encore les naïfs, accusant nos différents dirigeants de notamment Macron de s'être trompés.

Ben justement il savait bien ce qu'il faisait, l'immonde l'Elysée. Le but de tout cela était de nous réduire à quia pour que nous ne puissions plus refuser les « réformes » qui nous conduisent tête baissée dans le monde heureux de Schwab.